



AgEcon SEARCH
RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

Les nouvelles conditions d'une politique agricole : quelques brèves remarques

Pierre Uri

Citer ce document / Cite this document :

Uri Pierre. Les nouvelles conditions d'une politique agricole : quelques brèves remarques. In: Économie rurale. N°108, 1975. Les lois d'orientation à l'épreuve des faits bilan et perspectives d'une politique agricole. pp. 43-44;

doi : <https://doi.org/10.3406/ecoru.1975.2373>

https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1975_num_108_1_2373

Fichier pdf généré le 08/05/2018

LES NOUVELLES CONDITIONS D'UNE POLITIQUE AGRICOLE

Quelques brèves remarques...

par Pierre URI

(Institut Atlantique)

Le monde entre-t-il dans une nouvelle phase caractérisée par un renversement total des tendances ? Le ralentissement de la croissance, la pénurie d'énergie conduiraient-ils à un appauvrissement au lieu d'un enrichissement ?

Il faut se méfier de vues trop globales. Même le deuxième rapport du Club de Rome ne se garde pas de quelques a priori, par exemple contre l'énergie nucléaire. Ce qui paraît le plus sûr et d'où toutes les difficultés dérivent, c'est l'accroissement explosif de la population dans le monde. Pour le surplus, il est d'autant plus urgent de critiquer les données que les moyens d'information sont plus puissants. Que l'on n'oublie pas que toute prévision globale repose sur l'estimation (qui est finalement un pari insuffisamment analysé) d'un élément décisif : la démographie dans le monde ou le taux de croissance de la productivité dans une économie nationale.

Critiquer les données, c'est d'abord se rendre compte que la comptabilité nationale se transpose mal des économies de marchés aux pays sous-développés, parce qu'elle n'intègre ni les services rendus à soi-même ni une bonne part de l'auto-consommation, et qu'elle rend insuffisamment compte des différences de prix. Même entre pays développés comme la France et l'Allemagne, les chiffres de revenus par tête paraissent difficilement compatibles avec les données sur les salaires. Le sens des comparaisons, c'est d'assurer la cohérence.

A partir de bases mieux assurées, les incertitudes ne peuvent cependant être éliminées : l'incertitude incite à prendre des risques, sans quoi tout se figerait.

Une certitude en matière agricole, ni excédents ni déficits à long terme, mais des fluctuations qui iront probablement en s'amplifiant. Dans la politique des prix de la CEE, on risque toujours des ajustements excessifs. Par exemple, le sucre peut n'être en pénurie

que pour un temps, jusqu'à ce que la mécanisation se substitue pour la récolte des cannes à une main-d'œuvre qui se dérobe. Dans les méthodes de fixation de prix entrent trop de maquignonnages. En tout cas les renversements des marchés ont prouvé que l'exportation à force de dumping est la plus mauvaise méthode de stabilisation. La Communauté a manqué l'occasion de vendre à prix élevés ; et ni elle ni l'Amérique n'avaient de stocks quand, dans le monde, on mourait de faim. Les exportations au rabais ont contribué à déstabiliser le marché mondial en réduisant les incitations à la production là où elle était le plus nécessaire.

Une politique correcte est celle qui pare les conséquences inévitables des erreurs inévitables dans les prévisions inévitables.

STOCKAGE PLUTOT QUE DUMPING

Ainsi le stockage est une meilleure méthode que le dumping. On objecte le coût, mais quelle compensation aurait trouvée la Communauté en recettes effectives et en crédit moral si elle avait gardé son blé pour les périodes de pénurie au lieu de le liquider à perte ?

Encore faut-il ne pas souffrir des préjugés des ministres des finances qui pensent qu'un problème est résolu s'ils arrivent à s'en décharger sur d'autres. A telle enseigne que pour freiner les prix, ils mettent les entreprises publiques en déficit. Le stockage rationnel exige des moyens publics. Car les opérateurs privés ne stockent que s'ils pensent que les prix monteront encore, ne déstockent que s'ils estiment qu'un plancher de prix est atteint. Un stockage public permet de ne pas atteindre ces extrêmes. S'il est mené conjointement par plusieurs pays, il sera d'autant moins coûteux que les conditions de pénurie ont peu de chance d'être synchronisées à tous les bouts du monde.

L'AIDE AU DEVELOPPEMENT AGRICOLE DANS LES PAYS PAUVRES

L'autre tâche est de développer la capacité de production agricole dans les pays sous-développés. Elle ne peut reposer sur les seules méthodes de la révolution verte qui ne sont applicables que par les agriculteurs les plus riches et qui accroissent les distorsions. Il faut améliorer les méthodes traditionnelles, celles que peuvent pratiquer les plus pauvres dans les pays où l'exode rural aboutit dans les villes à un chômage beaucoup plus dramatique que dans les campagnes.

Cette combinaison du stockage par les pays modernes et de l'aide au développement agricole dans les pays pauvres doit constituer l'axe d'une politique agricole qui réponde à la fois aux exigences de nos économies et à celles du monde. Or jusqu'ici on a confondu les prix et les revenus alors que les revenus sont une différence entre des recettes et des coûts. Une politique d'incitation ou de freinage devrait tenir compte des

marges et, en période d'inflation, les réviser peut-être plus d'une fois par an. Mais on oublie trop souvent que ce qui compte dans les comparaisons entre l'agriculture et les autres secteurs, c'est le revenu disponible, y compris les recettes complémentaires d'activités à temps partiel, les soutiens de l'Etat par ses subventions et ses prestations sociales, et même l'imputation des services publics pour la part qui bénéficie à l'agriculture et sous déduction des cotisations à la sécurité sociale et des impôts. Ainsi calculé, le revenu de l'agriculture est certainement très proche de celui des autres catégories : en particulier dans le cas de la France, le BAPSA contribue largement à la rendre compétitive en faisant supporter par le budget une bonne part des frais de main-d'œuvre. Ce revenu disponible est beaucoup plus stable que le revenu tiré directement de l'exploitation ; il peut être croissant alors même que l'autre ne s'ajusterait pas totalement sur le revenu national.

Il reste à atténuer les fluctuations dans le monde au lieu de les exacerber.